



**Jour
J-128**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

27/08/2019

Ticad 7

P2

Renforcer le pont entre la Côte d'Ivoire et le Japon

Déguerpissement du boulevard Nangui Abrogoua

P4

300 policiers municipaux mobilisés pour veiller au maintien de l'ordre

Coopération économique

P7

**L'ambassadeur Fagnidi veut accompagner
les investisseurs canadiens en Côte d'Ivoire**

COOPÉRATION SINO-IVOIRIENNE

P8

D'importants projets d'infrastructures au profit de la Côte d'Ivoire

Des milliers d'emplois créés

Ticad 7

Renforcer le pont entre la Côte d'Ivoire et le Japon

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est arrivé hier, au pays du soleil levant. Il y prendra part à la 7^e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, à Yokohama.

Demain mercredi, s'ouvre officiellement la 7^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique à Yokohama, au Japon, pour prendre fin le 30 août. La Côte d'Ivoire y participe à travers une forte délégation conduite par le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, qui y est arrivé, hier, dans la soirée.

Le chef de gouvernement a été accueilli par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Japon, Jérôme Klôh Weya, à l'aéroport de Tokyo. A son hôtel, à Yokohama, l'attendaient la communauté ivoirienne et des membres du gouvernement, notamment les ministres Amon-Tanoh, Amedé Kouakou, Kaba Nialé, Amadou Koné, Danho Paulin ; le gouverneur du district d'Abidjan, Beugré Mambé ainsi que le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Promotion des Pme, Emmanuel Essis Esmel, dans une ambiance bon enfant, surtout avec le cœur des jeunes de l'Ong International Youth fellowship (IFY). Même si aucune déclaration n'a sanctionné la séance de travail qu'il a eue avec ses collaborateurs, hier, à son arrivée, le Premier ministre va porter la voix de la Côte d'Ivoire qui devra partager son expérience dans bien des secteurs, mais aussi et surtout tirer profit de cette Ticad 7.

En effet, la grande ville portuaire par excellence du Japon accueille, pour la troisième fois, après la 4^e édition en 2008 et la 5^e en 2013, la 7^e édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 7). Depuis le début de la semaine, les délégations affluent de partout et particulièrement de l'Afrique, continent au centre de cet événement.

La ville de Yokohama est donc mobilisée afin de garantir le succès de cet événement important. Au Pacifico, au centre international de congrès et hall d'exposition, situé au cœur de la ville (à 5 mn à pied de la grande gare de



Le Premier ministre et les membres du gouvernement ont été accueillis à leur descente d'avion par une forte délégation japonaise.

Minatomirai, à proximité de l'hôtel Intercontinental et non loin de Queen's

Square), les organisateurs s'attellent à régler les derniers détails

concernant les enregistrements, la délivrance des accréditations. Dans les

grands hôtels, les représentants diplomatiques des pays invités s'activent

à réserver un bon accueil aux différentes délégations.

Suite page 3

Gon Coulibaly rencontre la maire de Yokohama aujourd'hui

Arrivé, hier lundi, au Japon, où il représente le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, à la 7^e édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 7) qui s'ouvre demain, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a eu un tête-à-tête avec Mme Fumiko Hayashi, maire de Yokohama, la ville qui accueille cet événement. En marge de cette Conférence, Amadou Gon Coulibaly et sa délégation auront d'importantes rencontres pour renforcer la coopération bilatérale avec le Japon.

La rencontre avec la maire de Yokohama et des conseillers municipaux s'inscrit dans le droit fil de ce qui existe déjà comme relation entre la ville hôte et Abidjan, la capitale économique ivoirienne. Cela, à la grande joie du gouverneur,

Beugré Mambé, dont le district est en jumelage avec la ville de Yokohama. La Ticad 7, faut-il le rappeler, est organisée à l'initiative du Japon, conjointement avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement, la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale. « C'est un rendez-vous périodique pour échanger avec les bailleurs et l'Union africaine qui porte sur une stratégie de développement, l'Agenda 2063. Le Japon y contribue. Concernant notre pays, la Côte d'Ivoire a redynamisé sa coopération avec le Japon depuis 2012 et vise maintenant l'accélération de la croissance par le biais des infrastructures et des Tic », a affirmé le ministre du Plan et du Développement, Kaba Nialé. Avant d'ajouter que le Japon met aussi à la disposition de la Côte d'Ivoire des

études de planification, d'aménagement urbain. « Nous sommes à cette Ticad 7 pour voir comment aller plus loin dans notre coopération avec le Japon qui est surtout intéressé par notre secteur privé. En juin dernier, des opérateurs japonais ont visité la Côte d'Ivoire. Le dialogue va se poursuivre et l'implantation des entreprises japonaises en Côte d'Ivoire va s'intensifier », a précisé Kaba Nialé. En effet, comme le rappelle le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, en charge de la Promotion des Petites et moyennes entreprises (Pme), Emmanuel Essis Esmel, le Japon qui a le mérite d'être un pays de technologie et de transformation a, dans sa stratégie d'investissement en Afrique, choisi huit pays dont la Côte d'Ivoire. Et le thème de la Ticad 7 vient à propos : « Faire pro-

gresser le développement de l'Afrique à travers les peuples, la technologie et l'innovation ». Cette thématique mettra l'accent sur le commerce et l'investissement, le développement des compétences, la transformation, l'innovation et la diffusion des technologies. « Nous sommes à l'heure des transformations et il est important pour nous, pays africains et particulièrement pour la Côte d'Ivoire, de saisir l'occasion qui est donnée au secteur privé de pouvoir nouer des relations avec son homologue japonais en vue de réaliser cette transformation structurelle de notre économie à travers la technologie », explique Emmanuel Essis Esmel qui rejoint ainsi la ministre Kaba Nialé. Ajoutant : « Le Japon est intéressé par cette marge de croissance annuelle qu'a la Côte d'Ivoire et qui tourne autour de 7 à 8%. Une telle croissance

appelle des investissements et le Japon qui est un pays développé cherche à s'étendre et à avoir des relais en Afrique. Au cours de cette conférence, un mémorandum sera signé avec Toyota pour la fabrication de véhicule en Côte d'Ivoire dans les années à venir ». La coopération Côte d'Ivoire-Japon vise plusieurs autres secteurs dont le développement des infrastructures et le sport. La présence du ministre des Sports, Danho Paulin, à cette Ticad traduit l'intérêt du gouvernement japonais à soutenir le développement du sport ivoirien, particulièrement le judo. Il est également prévu la signature d'un accord portant sur la promotion de cette discipline à travers la création, selon Danho Paulin, d'un centre de promotion du judo en Côte d'Ivoire ■

G. BONI

Suite de la page 2

Enjeux pour la Côte d'Ivoire

Pour la Côte d'Ivoire, cette conférence présente des enjeux importants. La participation du Premier ministre conduisant la forte délégation de membres de gouvernement et de responsables de structures de promotion de la destination Ivoire traduit la détermination du gouvernement ivoirien à aller plus loin dans ses relations avec le Japon. De plus, il s'agira pour Amadou Gon Coulibaly de revisiter et de renforcer

les différents points de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Japon dont la proclamation d'échange et de coopération qui existe entre le district autonome d'Abidjan et la ville de Yokohama, signée en septembre 2017, dans le cadre de la coordination des affaires avec les villes africaines basées sur les expériences de Yokohama, et qui porte sur un certain nombre de problématiques dont la gestion et l'organisation urbaine. Désignée, en 2018, « ville future » des Objectifs du

développement durable (Odd), Yokohama, capitale de la préfecture de Kanagawa et deuxième ville la plus peuplée du Japon avec ses 3,7 millions d'habitants, est une fierté pour ce pays, en raison de son port (le plus grand du pays), ses expériences en matière d'urbanisation, de croissance économique et de développement durable. Elles seront profitables aux pays africains engagés sur le chemin de l'émergence économique comme la Côte d'Ivoire.

Ainsi, Yokohama, en coordination avec la Jica, est en lien avec l'Afrique à travers la formation de plus d'un millier de stagiaires africains sur les problématiques liées à l'accès à l'eau potable, à la gestion des déchets dans le cadre de la « Plateforme africaine des villes propres », aux infrastructures portuaires et routières. Soit les stagiaires vont se former au Japon, soit des experts japonais viennent en Afrique pour partager leurs expériences dans ces différents domaines. Il en est de même pour la formation des jeunes et la promotion des femmes où des élèves apprennent à connaître l'Afrique dans le cadre d'un programme intitulé : « Une école, un pays africain ». Tout comme le programme de la promotion de la femme qui consacre les échanges d'expériences entre les femmes d'affaires japonaises et africaines. A la suite de la Ticad V, la Jica et la ville de Yokohama ont organisé la visite de 88 femmes chefs d'entreprise et de personnel administratif de 20 pays africains au Japon. En matière d'appui aux affaires, la Côte d'Ivoire dont la croissance économique est une réalité, mais qui est confrontée à des problèmes urbains,

notamment dans les domaines du transport et de la gestion des déchets, intéresse au plus haut point le Japon. Ce qui justifie la présence dans ce pays de plusieurs responsables de ministères techniques concernés par cette Tacad ainsi que du gouverneur du district d'Abidjan. En effet, à l'occasion des deux dernières éditions qu'elle a organisées, la ville de Yokohama a créé des partenariats solides avec chaque pays africain. « Nous continuerons à développer notre coopération, notre collaboration et nos échanges dans de nombreux domaines, dans notre volonté de devenir la « ville japonaise la plus proche de l'Afrique », a déclaré le maire, Mme Fumiko Hayashi, dans un message publié le 31 juillet sur un site de la diaspora guinéenne. Ce qui traduit l'engagement du Japon à renforcer son soutien de manière proactive à l'Afrique, dans sa marche vers son développement, son émergence, à travers la collaboration étroite entre les secteurs public et privé japonais. Dans ce sens, à Nairobi, où s'est tenue la dernière Tacad, en 2016, une déclaration a été adoptée, soulignant un nouvel engagement du Japon à appuyer « la promotion de

systèmes de santé résilients pour la qualité de vie ». Il s'agit d'un des domaines prioritaires pour le Japon parce que, dit-on, l'Afrique est le continent qui a le plus souffert de graves maladies infectieuses et autres pathologies qui sont des défis majeurs à surmonter pour aboutir à son développement. Ainsi, dans une période d'afro-pessimisme grandissant où tous les pronostics présentent l'Afrique comme le continent qui ne pourrait jamais se développer, quel que soit le montant de l'aide à sa disposition, le Japon, l'un des plus grands donateurs, a décidé de maintenir son appui. A la Tacad, 7, les pays africains et le Japon feront le point sur leur coopération, afin d'envisager d'autres pistes d'échanges d'expériences à consolider. La Tacad est une conférence internationale sur le développement de l'Afrique qui est organisée à l'initiative du gouvernement japonais, en partenariat avec les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale.

GERMAINE BONI
ENVOYÉE SPÉCIALE
À YOKOHAMA, AU JAPON

Paix, sécurité, progrès économique

Le Soudan à l'école ivoirienne



Le président du Sénat, Jeannot Ahoussou Kouadio et l'ambassadeur du Soudan, Idris Ismail Faragallah-Hassan, envisagent une franche collaboration entre leurs deux pays. (PHOTOS:DR)

L'ambassadeur de la République du Soudan en Côte d'Ivoire, Idris Ismail Faragallah-Hassan, s'est entretenu, hier, avec Jeannot Ahoussou Kouadio. A sa sortie d'audience avec le président du Sénat, à la permanence de cette institution à la Riviera-Attoban, le diplomate soudanais a félicité les autorités ivoiriennes pour les dispositions et actions prises pour pacifier, sécuriser et positionner le pays sur la scène internationale, avec une économie des plus dynamiques après la décennie de crise. « Le Soudan voudrait profiter de la grande expérience de la République sœur de Côte d'Ivoire dans le domaine de la paix, du progrès économique et du développement. Dans ce cadre, j'ai reçu des conseils avisés du président du Sénat. Une délégation du gouvernement de transition soudanais viendra bientôt en Côte d'Ivoire pour bénéficier des conseils du Président de la République, Alassane Ouattara et s'instruire sur sa vision et l'ambition qu'il a pour son pays et pour l'Afrique tout entière », a confié l'ambassadeur soudanais.

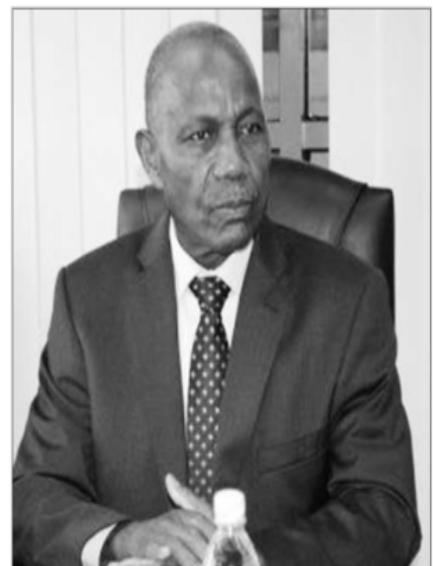
Le diplomate Idris Ismail Faragallah-Hassan a, en outre, in-

formé que les échanges avec son hôte ont porté sur les événements qui ont lieu depuis décembre 2018, au Soudan. Il a affirmé avoir instruit le président du Sénat de la mise en place d'un gouvernement de transition pour gérer le pays après le départ d'Omar El Béchir du pouvoir. A cet effet, il a indiqué que le conseil souverain a prêté serment pour gérer les affaires courantes sur une période d'au moins trois ans. Idris Ismail Faragallah-Hassan a précisé que ce conseil est constitué de 11 membres dont 6 civils, parmi lesquels figurent 2 femmes qui ont fait leurs preuves et qui ont été choisies de façon quasi consensuelle. Le président de la Chambre haute du Parlement ivoirien, Jeannot Ahoussou Kouadio, a salué l'initiative de l'ambassadeur du Soudan. Il a déclaré que lors de cet entretien, le diplomate Faragallah-Hassan a voulu savoir les conditions dans lesquelles la Côte d'Ivoire a pu retrouver rapidement sa croissance économique et ramener la paix dans le pays. « M'étant occupé du dialogue politique pendant 6 ans, je l'ai ramené aux fondamentaux de l'Houphouëtisme, notamment le dialogue et la paix. Parce qu'Houphouët-Boigny nous a conseillé qu'en toute circonstance, il faut commencer par le dialogue car on finit par le dialogue. Je lui ai donc dit de mettre le dialogue au centre de leurs préoccupations. Je lui ai également dit que nous avons un grand Président de la République qui a une belle expérience et une passion pour son pays ». Parlaient de la crise au Soudan, Jeannot Ahoussou Kouadio a fait savoir que ce grand Etat d'Afrique a connu beaucoup de moments difficiles avec, d'abord, la séparation avec le Soudan du Sud et, ensuite, les soulèvements de ces derniers temps. « L'ambassadeur m'a fait partager tout ce qu'ils ont vécu là-bas, notamment les accords qu'ils ont pu obtenir avec les civils et les militaires pour gérer paisiblement ce pays qui intéresse la Côte d'Ivoire parce que le siège de la Badaa (Banque arabe pour le développement économique en Afrique, Ndlr) se trouve au Soudan. C'est une banque qui finance beaucoup de projets en Côte d'Ivoire. Quand il y a la paix au Soudan, cette paix concerne directement la Côte d'Ivoire », a-t-il expliqué.

KANATE MAMADOU

Accusé d'avoir tenté d'empêcher la rencontre Bédié-Gbagbo
La mise au point de Lambert Konan Kouassi

Dans sa parution datée du 4 au 10 août 2019, l'hebdomadaire Jeune Afrique a publié un article intitulé « Pas de deux entre éléphants » dans lequel, il est affirmé que « Lambert Konan Kouassi, membre du PDCL, proche du Président ivoirien, s'est rendu auprès de Laurent Gbagbo pour tenter de le dissuader de recevoir Henri Konan Bédié ». Ces propos sont totalement mensongers, diffamatoires et inacceptables. En effet, cela fait quatre mois que je n'ai pas quitté le territoire ivoirien. Par ailleurs, depuis une dizaine d'années, je n'ai pas séjourné dans le royaume de Belgique. Ces indications sont aisément vérifiables. De plus, m'honorant de la confiance et de l'estime en lesquelles me tiennent les trois Présidents, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié, et Laurent Gbagbo, je contribue modestement, depuis de nombreuses années, au rapprochement de ces grands leaders politiques, sans jamais m'impliquer dans des intrigues politiciennes.



D'une manière générale, disciple du Président Félix Houphouët Boigny, je me suis toujours investi dans la recherche de la Paix et de la Cohésion nationale, par la culture du dialogue fraternel. En

conséquence, et quelles que puissent être les intentions des uns et des autres, je marque une profonde indignation devant cet outrage et je souhaiterais que soit restituée la vérité des faits.

Déguerpissement du boulevard Nangui Abrogoua

300 policiers municipaux mobilisés pour veiller au maintien de l'ordre

Le maire d'Adjamé Farikou Soumahoro et ses adjoints ont coordonné l'opération qui s'est déroulée dans la nuit de dimanche à lundi.

Le boulevard Nangui Abrogoua, dans la commune d'Adjamé, présente depuis hier matin un nouveau visage. L'ordre règne à nouveau sur la plus grande avenue commerçante d'Abidjan, qui a retrouvé sa fluidité. Ce beau décor est l'œuvre du conseil municipal, qui a lancé, dans la nuit de dimanche à lundi, une vaste opération de déguerpissement de la voie. L'initiative a été coordonnée par le maire Farikou Soumahoro et ses adjoints. La particularité de ce déguerpissement, qui vient après de nombreux autres menés sans succès par l'équipe précédente, c'est le recrutement de 350 auxiliaires de la police municipale, dont 300 sont déployés en permanence le long du boulevard pour veiller au maintien de l'ordre.

« Les opérations antérieures ont péché dans le suivi. Il n'y avait aucune stratégie pour s'assurer que les espaces déguerpis ne soient pas recolonisés par les vendeurs ambulants. Cette fois, nous avons mis en branle des équipes de surveillance. De jour comme de nuit, les auxiliaires de la police municipale seront présents sur le terrain pour empêcher les commerçants de se réinstaller sur les trottoirs », a expliqué un diri-



Le plus grand boulevard commercial d'Abidjan a retrouvé sa beauté d'antan. (PHOTO : SEBASTIEN KOUASSI).

geant municipal sous couvert de l'anonymat. Il a indiqué que 95 % des populations qui fréquentent quotidiennement le boulevard Nangui Abrogoua ne résident pas à Adjamé. Et que le déguerpissement répond à une demande forte des river-

rains, qui n'en pouvaient plus du niveau de désordre et de nuisance.

En prélude à cette opération, a poursuivi le collaborateur de Farikou Soumahoro, « des sites de recasement ont été mis à la disposition des ven-

deurs par la mairie. Entre autres, des box innocupés au Forum des marchés et le marché de Bromakoté ». Malheureusement, bon nombre d'entre eux n'ont pas trouvé nécessaire d'y aller. « La priorité, ce n'est pas forcément le

recasement. Le plus important, c'est de mettre fin au désordre et à l'anarchie dans la commune et ramener la fluidité dans la circulation des personnes et des véhicules », a fait savoir, à son tour, Sékou Ouattara, sous-directeur chargé de la promotion humaine et de la communication à la mairie d'Adjamé.

hissent les devantures de nos magasins. Ce qui empêche les clients de nous voir et de visiter nos marchandises », soutient Aïcha Diallo. Pour cette vendeuse de dentelle, la concurrence déloyale que leur mènent les vendeurs à la criée nuit gravement au commerce de ceux qui louent chèrement les magasins et qui n'ont pas les moyens de payer des jeunes pour vendre sur le trottoir.

Comme Aïcha, Berthé, propriétaire d'un magasin de prêt-à-porter, se dit vraiment heureux de l'initiative des autorités municipales d'Adjamé. « Nous sommes très à l'aise. Nos clients, depuis ce matin, rentrent facilement dans notre local pour faire leurs achats et repartir sans difficulté », témoigne-t-il. Avant de battre en brèche la rumeur qui dit que ce sont les tenants des magasins, eux-mêmes, qui louent leur devanture aux vendeurs ambulants. « Je n'ai jamais demandé à un autre vendeur de s'installer devant moi. Seule la mairie

peut le faire, parce que c'est elle qui vend des tickets à tout le monde », argue-t-il.

Pour Amy Bamba, le déguerpissement du Nangui Abrogoua n'a d'autre objectif que de jeter à la rue de nombreuses personnes qui n'ont pour seules ressources que celles qu'elles gagnent dans la vente à la criée. « Depuis ce matin, on n'a encore rien vendu. On nous demande de faire rentrer nos marchandises dans les magasins... Moi, je vendais des pastèques, des pamplemousses, des oranges et des cocos secs sur le trottoir. Aujourd'hui, je suis bloquée », s'est lamentée la veuve. Avant de révéler que les services de la mairie lui ont fait payer, il y a trois ans, 7 800 000 Fcfa pour une place au marché qu'elle n'a jamais obtenue ■

GERMAIN GABO

Maternelle et Cp1

Les inscriptions ont commencé

En prélude à la rentrée scolaire 2019-2020, les inscriptions à la maternelle et au cours préparatoire première année (CP1) dans les établissements publics ont commencé, hier, conformément à l'invitation du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Il ressort des informations recueillies que les écoles dans certains quartiers étaient ouvertes mais l'on n'a pas enregistré une grande affluence. Selon une dépêche de l'agence ivoirienne de presse, le directeur de l'école primaire publique de Biankouma 2, Traoré Mamadou, a indiqué n'avoir reçu jusqu'à 11 heures, que trois inscrits au CP1. Lorsqu'au préscolaire, Monique Y., adjointe d'une directrice d'école maternelle de la ville, notait le même nombre d'inscrits. Toutefois, les parents d'élèves ont jusqu'au 6 septembre pour se soumettre aux formalités d'inscriptions qui sont gratuites. Avec ou sans



Les parents d'élèves ont jusqu'au 6 septembre pour se soumettre aux formalités d'inscription.

extrait de naissance ou jugement supplétif, ils peuvent les inscrire. Sont concernés, pour la maternelle, les enfants dont l'âge varie de 3 à 5 ans. Concernant ceux du Cp1, il s'agit des enfants de 6 à 9 ans. Le ministère appelle tous les parents d'élèves dont les pro-

géniteurs sont en âge d'aller à l'école à les inscrire dans le délai susmentionné. De sorte à éviter que des enfants n'aient pas accès à l'école. Surtout qu'il existe une politique de scolarisation obligatoire des enfants de 6 à 16 ans.

Signalons que la réunion de

rentrée scolaire est prévue pour le 6 septembre au lycée Sainte Marie de Cocody. La date de la rentrée des classes dans le préscolaire, primaire et secondaire public et privé est annoncée pour le 9 septembre ■

C. DALLEY

Des commerçants heureux

Si le déguerpissement a fait des malheureux parmi les nombreux vendeurs ambulants, qui pullulaient sur la voie principale et les trottoirs du boulevard Nangui Abrogoua, il a, en retour, redonné le sourire aux tenants des magasins qui ont désormais une visibilité sur la clientèle. « L'action de la mairie est salutaire pour nous. Les vendeurs ambulants enva-

COMMUNIQUÉ

Orientation en 6^e et en 2nde

Le Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle porte à la connaissance des parents d'élèves et de toute la communauté éducative que les résultats des affectations en classe de sixième et des orientations en classe de seconde seront

disponibles à partir du mardi 27 août 2019 sur les sites web du ministère www.education.gouv.ci, www.mendob-ci.org. Ils peuvent être également consultés dans les chefs-lieux de circonscription de l'Enseignement Préscolaire et Primaire, dans les établissements d'origine le mercredi 28 août 2019 ■

Coopération économique

L'ambassadeur Fagnidi veut accompagner les investisseurs canadiens en Côte d'Ivoire

Pour que les échanges économiques et commerciaux bilatéraux épousent les contours des relations politiques jugées excellentes, le diplomate ivoirien a entrepris une véritable opération de séduction.

En poste à Ottawa depuis six mois seulement, le nouvel ambassadeur de Côte d'Ivoire près le Canada, Philibert Fagnidi, a saisi l'opportunité de la fête nationale du 7 août, pour dévoiler une partie de sa feuille de route axée sur la diplomatie économique : attirer un plus grand nombre d'investisseurs canadiens vers la Côte d'Ivoire, notamment en faisant connaître davantage le pays, ses atouts et son fort potentiel de développement. C'est ce qui ressort de la cérémonie du 14 août qui a rassemblé dans un prestigieux hôtel de la capitale canadienne un parterre de personnalités politiques et du monde des affaires du Canada, ainsi que des membres de l'importante communauté

ivoirienne résidant dans ce pays d'Amérique du nord. Devant ses convives, M. Fagnidi s'est d'abord félicité de l'excellence des relations d'amitié et de coopération existant entre la Côte d'Ivoire et le Canada depuis 1962. Des relations facilitées par les choix libéraux fondateurs de la Côte d'Ivoire et sa diplomatie d'ouverture basée sur le credo « amie de tous et ennemie de personne », et le soutien de pays amis dont le Canada, qui ont favorisé l'essor du pays. « Le Canada s'est toujours montré solidaire de la Côte d'Ivoire et n'a manqué aucune occasion d'apporter son soutien à notre pays dans son processus de développement économique », a souligné le chef de la mission diplomatique



(Photo: DCF)

qu'elle celle-ci a été reçue par le Président Ouattara. Deux signaux forts à l'endroit des hommes d'affaires canadiens, à en croire l'ambassadeur Fagnidi qui les a rassurés de sa disponibilité à les accompagner en Côte d'Ivoire afin qu'ils puissent prospecter ce marché en plein essor et nouer des partenariats d'affaires. S'adressant aux Ivoiriens vivant au Canada, et qui sont pour plusieurs devenus canadiens, le représentant de la Côte d'Ivoire les a invités à s'intégrer davantage et à se comporter, à quelque niveau où ils se trouvent, comme de véritables ambassadeurs de leur pays d'origine auprès du Canada. Il les a également exhortés à profiter des opportunités offertes par la Côte d'Ivoire à sa diaspora, afin d'investir dans leur pays d'origine.

Au nom du gouvernement canadien, Mme Leslie Norton, Sous-ministre chargée de l'Afrique subsaharienne au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement a relevé que depuis 1962, les relations entre la Côte d'Ivoire et le Canada se sont consolidées. La Côte d'Ivoire est, selon Mme Norton, un marché prioritaire pour le Canada qui y dispose d'importants investissements dans le domaine de l'industrie extractive. Au plan des relations multilatérales, elle a relevé le travail remarquable de la Côte d'Ivoire comme membre non permanent du Conseil de Sécurité et le dynamisme de notre pays au sein de l'Organisation Internationale

de la Francophonie, une organisation qui est également chère au Canada.

Enfin au plan culturel et scientifique, elle a fait noter que parmi les étudiants internationaux enregistrés cette année, ceux venant de la Côte d'Ivoire sont les plus nombreux de l'Afrique subsaharienne. Ces étudiants constituent, selon Mme Norton, « un pilier dynamique de notre relation dont ils sont les meilleurs ambassadeurs ».

Les relations commerciales du Canada avec la Côte d'Ivoire présentent un potentiel de croissance important, notamment dans les secteurs minier, agricole, pétrolier et gazier. Les statistiques indiquent qu'en 2017, les exportations canadiennes en Côte d'Ivoire ont atteint 38,5 millions de dollars (1 dollar canadien = environ 450 FCfa) tandis que

les importations en provenance de ce pays se sont élevées à 319,9 millions de dollars. Les véhicules automobiles et aériens ainsi que les pièces connexes, les céréales (principalement le blé), la machinerie, les fertilisants, l'équipement électrique et électronique, les instruments scientifiques et de précision, ainsi que la viande comptaient parmi les principales exportations du Canada. Le pétrole, le cacao, le caoutchouc et les produits dérivés, les fruits et les noix, le bois et les produits du bois, ainsi que les conserves (fruits et légumes) comptaient parmi les principales importations en provenance de la Côte d'Ivoire. ■

VALENTIN MBOUGUENG

Repère

PÉTROLE. -Lundi, le Kenya a officiellement opéré sa première exportation de pétrole brut. Une cargaison de 200 000 barils. Pour le président Uhuru Kenyatta qui a planté le drapeau kényan sur un pétrolier, dans le port de Mombasa, il s'agit d'un moment spécial dans l'histoire du Kenya.

Pour rappel, le pétrole qui sera transporté vers le marché chinois est le résultat de la phase expérimentale qui consiste à tester le pétrole brut du pays avant sa pleine production et son exportation vers 2024. En 2012, Tullow et son partenaire Africa Oil ont découvert des réserves commerciales de pétrole dans le bassin du Lokichar, dans le comté du Turkana, à l'extrême nord du Kenya. Total a, depuis, pris une participation de 25 % dans le projet. Tullow estime que le champ contient 560 millions de barils de pétrole. Depuis l'année dernière, le groupe a mis en œuvre un projet pilote visant à transporter quelque 2 000 barils par jour par camion jusqu'à la ville portuaire de Mombasa pour tester les débits avant le début de la pleine production et des exportations par pipeline. L'oléoduc sera construit, d'ici 2022.

POSTE. Les 15 États membres de la Conférence des postes des États de l'Afrique de l'Ouest (Cpeao) ont initié la création d'une structure régionale pour le financement des services postaux. Selon Aka Brou Louis Blaise, le secrétaire exécutif de la Cpeao, « cette structure proposera l'assistance nécessaire pour attirer le financement et les investissements des projets de services postaux. Aussi, elle préparera un guide de financement des projets recensant les exigences des différents bailleurs de fonds accessibles pour les projets postaux et les « kits » de projets à proposer à ceux-ci ». La création de la structure régionale pour le financement des services postaux a été initiée la semaine dernière à Bamako, lors de l'atelier sous régional sur la recherche du financement des projets postaux organisé par la Cpeao en collaboration avec l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication et des postes (Amrtp). D'après le directeur général de l'Amrtp, Cheick Sidi Mohamed Niaga, la création d'une telle structure régionale découle de la nécessité pour le poste de faire face à de nombreux défis pour regagner en crédibilité et en rentabilité. Pour le patron du régulateur télécoms malien, « il est unanimement constaté que le secteur postal connaît de véritables difficultés, découlant de la restructuration des entreprises imposées par la mondialisation de l'économie » et la numérisation du monde. Il est de ce fait indispensable que les plans de développement des différents marchés postaux de la sous-région bénéficient du financement adéquat qui consolidera leurs moyens techniques, organisationnels et humains. ■

ivoirienne, avant de relever que « malgré les efforts au niveau institutionnel, malgré l'appui constant du Canada dont nous nous félicitons en Côte d'Ivoire, nos relations sur le plan économique et commercial restent encore en deçà de nos espérances ».

Pour impulser une nouvelle dynamique aux échanges commerciaux, M. Fagnidi envisage d'abord de mener une série d'actions pour faire connaître la Côte d'Ivoire aux hommes d'affaires canadiens car, estime-t-il, la Côte d'Ivoire n'est pas assez connue par rapport à ses potentialités et par rapport à ce qu'elle peut offrir à ceux qui veulent y investir. Selon l'ambassadeur, toute proportion gardée, la Côte d'Ivoire présente de fortes similitudes avec le Canada. A l'en croire, la Côte d'Ivoire est, comme le Canada, une terre d'accueil, d'hospitalité et de brassage culturel où, sans distinction d'origine, de race ni de confession religieuse, chacun se sent chez soi.

Par ailleurs, le pays dispose d'une agriculture diversifiée, moteur de son économie. C'est le premier producteur mondial de cacao, et de noix de cajou, et également le premier producteur africain de caoutchouc naturel, a indiqué le diplomate devant les hommes d'affaires canadiens venus en grand nombre. L'économie ivoirienne, poursuivra-t-il, fait partie des économies les plus

performantes sur le continent africain avec un taux de croissance avoisinant les 8% depuis plusieurs années, performances reconnues et saluées par l'ensemble des institutions financières internationales.

Selon lui, la Côte d'Ivoire est aussi la première économie de l'Uemoa, la deuxième de la Cedeo, un marché de plus de 300 millions de consommateurs. Elle est aussi un pays où l'environnement des affaires est propice grâce aux réformes mises en œuvre par le gouvernement ivoirien à travers un code des investissements incitatif, la réduction du coût et la simplification des formalités de création d'entreprise. Le sous-sol de ce pays est également riche de plusieurs ressources naturelles (pétrole, or, diamant, manganèse...), a-t-il également fait remarquer. Avant d'inviter ses hôtes canadiens à venir investir pour contribuer à la mise en œuvre de la vision du Président Alassane Ouattara de faire de ce pays aux multiples opportunités d'affaires, un pays émergent à brève échéance.

L'ambassadeur s'est dit réjoui à cet égard, de la nouvelle vision du Canada de renforcer sa présence en Afrique. Cette volonté s'est concrétisée par la visite en Afrique, en octobre 2018, de la Gouverneure générale du Canada, la Très Honorable Julie Payette, visite au cours de la-

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Sous-Préfet de Daoukro a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours, allant du mardi 13 août au mercredi 11 septembre 2019, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture de Daoukro, au sujet d'une demande d'autorisation d'exploitation semi-industrielle pour or, dans le village de Kouassi-diékro et d'Anoumabo, présentée par la société dite Good Gold-CI.

Le périmètre sollicité est d'une superficie de 99,66 hectares.

Monsieur OUATTARA M'Bégnan Olivier, Secrétaire Administratif, Matricule 373 113 Y, nommé Commissaire-Enquêteur, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les observations, oppositions et réclamations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, à la Sous-préfecture de Daoukro, où un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Daoukro, le 08 août 2019

COULIBALY Zana Yaya
Sous-préfet

FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES Plus de transparence souhaitée

Le Réseau ivoirien des leaders (Ril), en partenariat avec la fondation allemande Friedrich ebert stiftung, a organisé, samedi 24 août 2019, un panel à l'hôtel Manathan suite à Abidjan-Cocody Attoban, autour du thème «*financement des campagnes électorales en Côte d'Ivoire: aspects légal et pratiques*». L'objectif du panel était d'éclairer la population sur la thématique et faire des recommandations pour la bonne conduite des campagnes électorales à venir.



Les panelistes ont invité les acteurs politiques à plus de transparence dans le financement des campagnes électorales. (Ph. DRC)

Des représentants de partis politiques ainsi que des responsables d'organisations non-gouvernementales étaient présents. Pour plus de transparence dans le financement des campagnes électorales, le président de Cives Côte d'Ivoire, Christophe Kouamé, a suggéré des moyens de contrôle pour ne pas favoriser la corruption. Selon lui, ces moyens de

contrôle sont de deux ordres : le premier est d'ordre institutionnel et le second est le contrôle citoyen de l'action publique. «*Faisons l'effort, chers leaders, représentants de partis politiques et d'associations, de nous engager tous pour rendre nos États, nos sociétés plus démocratiques en ouvrant à plus de transparence*», a dit

Christophe Kouamé. Marius Koffi, député d'Attégouakro, représentant le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), a fait observer que globalement, il n'existe aucune disposition pour le financement et le contrôle des comptes de campagne électorale. Selon l'élu, la loi n°2004-494 du 10 septembre 2004 stipule que

tous les partis politiques ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés à l'occasion des élections sont éligibles au financement. «*En France, il existe le comité national de financement de contrôle des comptes de campagne et de financement de politique publique. En Côte d'Ivoire, il n'existe rien. On a vu en 2010, le président actuel de la République a fait campagne avec un avion, et ça n'a dérangé personne. On a vu également tous les déploiements*

physiques, matériels et personnel jusqu'à ce jour ne s'est intéressé à cela», a dit le député d'Attégouakro.

Issiaka Sangaré, secrétaire général et porte-parole du Front populaire ivoirien (Fpi), a souhaité que l'on prenne garde de faire le lit de la ploutocratie en faisant la part belle aux candidats les plus riches.

Concernant le financement public, les panelistes ont noté que le montant fixé chaque année par la loi des finances représente 1 millième du budget de l'État. Le financement privé (don, cotisations...) a été également abordé.

Nina KONE (stagiaire)

COMMISSION ÉLECTORALE INDÉPENDANTE COMMISSION ÉLECTORALE INDÉPENDANTE

Noba Thomas Brice (Pdt de la Ncc):

«*Il convient de lui donner un caractère de neutralité*»

Noba Thomas Brice, président de la Nouvelle convergence citoyenne (Ncc), et candidat déclaré à la présidentielle de 2020, souhaite un organe électoral neutre. M. Noba, dans un document dont copie est parvenue dimanche 25 août 2019 à l'inter, s'est prononcé sur la réforme de la Commission électorale indépendante (CeI). Il a estimé que le manque de confiance des uns envers les autres est à l'origine du rejet de la récente réforme par une partie de la classe politique. «*Il convient de la restructurer (la Commission électorale indépendante, ndr) en lui donnant un caractère de neutralité. Notre position est d'éclairer la population, donner la confiance à cette jeunesse créative et dynamique qui constitue le levier du développement économique de la Côte d'Ivoire de se mobiliser et de se fédérer autour de la Ncc*», a mentionné Noba T. Brice.

Le candidat déclaré à la présidentielle de 2020 s'est également prononcé sur le projet de révision de la Constitution évoqué par le chef de l'État, Alassane Ouattara, dans son interview radiotélévisée du 06 août 2019, veille de célébration de l'anniversaire de l'indépendance. «*Une Constitution n'est pas un jouet qu'on peut utiliser à sa guise, pour ses intérêts person-*

nels. Ne touchez plus à la Constitution pour vous faire réélire à vie. Nous à la Ncc, disons que deux mandats, tout au plus, suffisent. Des Ivoiriens aussi capables ont le droit de gouverner ce pays et existent en Côte d'Ivoire. Ces pratiques appartiennent à l'ancien monde. Nul ne possède la science infuse. L'heure de la maturité politique véritable est arrivée», a indiqué M. Noba.

Dans son interview du 6 août 2019, le président Alassane Ouattara a évoqué une modification constitutionnelle sans toutefois rentrer dans les détails. «*Il y aura des modifications de la Constitution parce que nous remarquons qu'il y a de petites choses qui méritent d'être adaptées. Et j'essaierai de voir avec les uns et les autres ce que nous devons modifier. Mais, ce n'est pas dans l'intention pour moi de ne pas avoir d'adversaire. Je ne suis pas de cette trempe*», a dit M. Ouattara. Noba Thomas Brice a averti contre un éventuel «*tripartisme*» et une «*manipulation*» de la Constitution, sources potentielles de conflit. Dans son programme de gouvernement, le Ncc souhaite créer des organes politiques dont le conseil d'État où siègeront les anciens présidents, garants du respect de la Constitution.

Venance KOKORA

DIMBOKRO - ELECTION PRÉSIDENTIELLE APAISÉE Les cadres du Rhdp sensibilisent la population

Face aux inquiétudes des populations relatives aux tensions électorales, les cadres du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) ont initié une caravane de la paix et de la fraternité dans le département de Dimbokro. Celle-ci vise à sensibiliser les populations sur leur contribution à la consolidation du climat de paix en Côte d'Ivoire. La première étape a eu lieu le dimanche 25 août 2019 dans la sous-préfecture d'Abigui, en présence des populations venues des différents villages de la sous-préfecture. S'adressant à l'auditoire, le député commune et sous-préfecture, Yao Kouadio Séraphin, a fait remarquer que «*la paix précède tout développement*». Or, selon lui «*depuis l'avènement du Rhdp au pouvoir, Dimbokro est en passe de rattraper le grand retard accusé des années durant concernant son développement local*». L'ex-secrétaire général adjoint de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (Udpci) a fait savoir que ce développement amorcé a été possible grâce au retour de la paix, après une décennie de crise. Aussi, le cadre du Rhdp a-t-il exhorté les uns et les autres à contribuer à la conservation de ce climat social.



Elus et cadres de Dimbokro ont lancé un appel aux populations. (Ph. DRC)

«*Aujourd'hui, nous sommes venus vous parler de paix, parce que cela est important pour nous tous. Il faut qu'on se mette donc ensemble pour barrer la route à la guerre. C'est ce que le président Alassane Ouattara attend de chacun de nous*», a-t-il invité. Quant au coordinateur régional associé du Nzi, Eugène Koffi, il a souhaité que l'élection présidentielle à venir ne soit pas source de division comme cela a été le cas en 2010. «*Certains disent qu'il y va avoir des crises et pour cela, tout le monde a peur. Je voudrais vous dire que les choses vont bien se passer. Mais cela dépend d'abord de nous, parce que ceux que les gens utilisent, ce sont les jeunes. Si vous, les jeunes, vous ne prêtez pas le flanc à ce genre d'hommes politiques, il n'y aura*

rien. Les élections vont bien se passer comme en 2015. Alors, dans la paix, chacun va travailler tranquillement et en même temps, le gouvernement va travailler pour améliorer les conditions de vie des populations. C'est ce que recherche chaque jour notre président de la République. C'est à cela qu'il travaille, pour un pays de paix. Alors aidons-le à réussir cela», a dit M. Koffi.

Abondant dans le même sens, Kouamé Kouassi, coordonnateur sous-préfectoral, a appelé les hommes politiques à ne «*plus faire le lit d'une crise post-électorale*». Les populations ont, pour leur part, apprécié l'initiative des cadres qui, selon elles, les éclaireront sur les réalités du pays.

Gnandé TIA
Correspondant régional



Le président de la Ncc croit que la neutralité de la CeI sera déterminante pour des élections démocratiques. (Ph. DRC)

DEPUIS LA FRANCE

Touré Mamadou répond à Franklin Nyamsi

Touré Mamadou, ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et porte-parole adjoint du Rhdp était, samedi 24 août 2019, à Paris en France, l'invité de "Le Rassemblement en marche" ou "Rem 2020". Ce mouvement proche du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) lançait officiellement ses activités en présence de plusieurs militants. Il n'y a pas eu de sujets tabou à cette conférence-débat au point où le cadre du Rhdp a été invité à se prononcer sur les «diverses allégations» de Franklin Nyamsi conseiller de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro contre le camp Rhdp. «Êtes-vous prêt à débattre avec Franklin Nyamsi ?», a demandé un participant à la rencontre. Dans la vidéo, le membre du gouvernement



Touré Mamadou, porte-parole adjoint du Rhdp, invité à répondre aux propos de Franklin Nyamsi, conseiller de Guillaume Soro. (Ph. DR)

ne s'est pas dérobé. «Soit on ne débattre pas, soit on le fait pas. Ce n'est pas moi qui choisit mes contradicteurs. Quand Radio France Internationale (RFI) m'invite pour des débats, ce n'est pas moi qui choisit celui qui va représenter le Pcdi ou Guillaume Soro ainsi de suite», a d'abord réagi M.

Touré, estimant qu'il n'a pas peur la présence de débats sur les médias internationaux les personnes avec lesquelles il va débattre. Selon lui, le principe de la démocratie veut qu'on ne tute pas le débat quelle que soit la personne qui est en face. «Une fois que ce principe est affirmé, je peux

débattre avec tout le monde pourvu que ces personnes soient officiellement désignées comme les représentants des partis politiques ou de la personne en qui ils se reconnaissent», a-t-il ensuite indiqué. Parlant toujours de Franklin Nyamsi, Touré Mamadou reconnaît que pour l'heure, il n'a jamais pu se faire inviter sur Rfi ou sur France 24 pour un débat. «Le jour où il réussira à se faire inviter sur ces médias là en ce moment on pourra parler. Le jour où ceux qui l'emmènent à faire des débats auront suffisamment

confiance en lui pour l'amener sur Rfi et sur France 24, peut-être qu'il aura la possibilité un jour de me croiser et en ce moment on va débattre, c'est la démocratie», a-t-il ajouté. Franklin Nyamsi est bien connu dans le microcosme politique ivoirien. Ce conseiller du président du Comité politique, Guillaume Soro, enseignant de philosophie, s'est maintes fois illustré, à travers des sorties particulièrement engagées et parfois virulentes, contre les adversaires politiques de son patron.

Cyrille DJEDJED

ZONE UEMOA

Les banques ne prêtent pas sur le long terme

Le rapport de la Bceao qui révèle tout

Les banques de la zone Union économique et monétaire Ouest africaine (Uemoa) ne prêtent pas sur le long terme. C'est ce que révèle la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) dans son rapport sur le secteur bancaire de la zone publié récemment sur son site. Dans ce rapport, la Bceao note que les crédits octroyés par les banques sont orientés majoritairement vers des opérations de court terme. Ce qui veut dire que très peu de banques octroient des financements à l'investissement. Le document présente en effet, une répartition des prêts mis en place en 2018, selon la maturité. Il s'ensuit que sur les 14 849,1 milliards de lcta de nouveaux crédits octroyés en 2018 (+17,5% en rythme annuel), la part des crédits dont l'échéance est égale ou inférieure à deux ans est évaluée à 75,3% contre 74,6% enregistrée en 2017. Aussi, 56,7% des fonds alloués par les banques ont une maturité de moins de 6 mois quand 70% des prêts au titre de l'exercice 2018 ont une durée de moins d'un an. La Bceao souligne que les crédits de longs termes (de plus de 5 ans) n'ont représenté que 12,3% de

concoures accordés en 2018 (11,4% en 2017). Certes, la tendance est en hausse, cependant, cette part qui devrait refléter le niveau des investissements du secteur privé reste insuffisante au regard du contexte d'élargissement du marché qui appelle à un renforcement des activités du secteur privé. En tout état de cause, une telle situation ne devrait pas surprendre dans la mesure où la Bceao elle-même est portée sur la politique prudentielle de crédit, militante pour une lutte éfrénée contre l'inflation. Pour les banques également, il ne faut pas prendre de risque, mais jouer la carte de la prudence. Selon des analystes interrogés par Sika Finance, les banques sont plus enclines à financer «quasiment au jour le jour» les activités des entreprises avec des fonds qu'elles peuvent récupérer sur le court terme étant donné qu'elles restent méfiantes. «Les banques peuvent être assurées de la viabilité de l'entreprise à court terme, mais sur le moyen et long terme, la confiance est de mise», a rapporté le journal de l'information financière et boursière.

Elycée LATH

FILIÈRE CAFÉ-CACAO / POUR AVOIR RÉCLAMÉ UN AUDIT DE LA GESTION DE LA FILIÈRE Kanga Koffi (Pca de l'Anaproci) auditionné pendant 2 jours

En tournée à l'intérieur du pays dans le cadre du recensement des planteurs - une promesse de campagne - le Président du conseil d'administration (Pca) de l'Association nationale des producteurs de café-cacao de Côte d'Ivoire (Anaproci) Kanga Koffi a été interpellé puis auditionné les samedi 24 et dimanche 25 août 2019 à la brigade de gendarmerie de Bangolo. Selon nos sources, il est reproché à Kanga Koffi de mener une campagne dont le but est de saboter l'opération de recensement des producteurs initiée par le Conseil du café-cacao (Ccc). Il inviterait des producteurs à boycotter l'initiative pourtant en cours sur le terrain, dans les zones de production de café-cacao. Interrogé, hier, lundi 26 août 2019, via un appel téléphonique, Kanga Koffi a confirmé l'information se rapportant à son interpellation et son audition. Il a fait savoir que, selon l'information à lui donnée par les forces de la



Pour Kanga Koffi, il faut un audit de la gestion des fonds des productions logés au Conseil du café-cacao. (Ph. DR)

gendarmerie lors de son interrogatoire, il aurait été déposé contre lui une plainte du Conseil du café-cacao. Les interrogatoires, a-t-il dit, lui ont notifié le fait qu'il ait saisi la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Hagb) pour faire constater une mauvaise gestion des fonds des producteurs de café-cacao. Aussi, qu'il aurait adressé des courriers dans ce sens au Parlement, ainsi qu'à d'autres institutions nationales. Kanga

Koffi aurait également ventilé une information selon laquelle de nouvelles impositions viendraient s'ajouter à celles déjà énormes que supporte la filière. «Pour toutes ces questions, j'ai été entendu et donné ma version des faits», a confié le Pca de l'Anaproci. Kanga Koffi a quitté les locaux de la brigade de gendarmerie autour de 13h, dimanche 25 août 2019. Il poursuit ses activités dans l'Ouest du pays.

E. LATH

COOPÉRATION SINO-IVOIRIENNE

D'importants projets d'infrastructures au profit de la Côte d'Ivoire

Des milliers d'emplois créés

La coopération sino-ivoirienne est profitable à l'ensemble de la population ivoirienne. Cela est perceptible à travers des projets d'infrastructures socio-économiques financés par la Chine en Côte d'Ivoire.

De plus en plus, la Chine est citée dans d'importants projets d'infrastructures socio-économiques exécutées en Côte d'Ivoire. La preuve que la coopération entre ces deux pays se porte bien et les bénéficiaires de cette bonne entente sont les populations ivoiriennes. En effet, les projets financés et réalisés par la Chine en Côte d'Ivoire sont profitables à l'ensemble des habitants dudit pays. On peut citer, par exemple, le projet d'extension du Port autonome d'Abidjan (Paa) d'une valeur contractuelle de 933,4 millions de dollars Us, soit environ 466,7 milliards de fca, financé à hauteur de 85% par des prêts préférentiels de China Eximbank. L'extension du port d'Abidjan constitue le plus grand projet EPC de China Harbour Engineering Company Limited en Afrique. Cette infrastructure confère au Paa son statut de hub maritime sur la côte atlantique de l'Afrique et un centre de navigation maritime international en Afrique de l'Ouest.

En vue de pallier le déficit d'eau de la ville d'Abidjan, le gouvernement ivoirien s'est tourné vers la Chine pour la réalisation de projets de renforcement de l'Alimentation en eau potable (Aep) du sud d'Abidjan à partir de la nappe de Bonoua phase 1 et 2 avec une production totale de 160 000 m³/jour. Ces projets sont financés par un prêt concessionnel d'Eximbank Chine et les travaux sont exécutés par l'entreprise CGC (China Geo-Engineering Corporation).

AGRICULTURE, ÉNERGIE, SANTÉ...

La coopération entre la Côte d'Ivoire et la Chine dans le secteur agricole date de 1997. Le gouvernement chinois, à travers un don, a mis en œuvre le projet de coopération technique du Périmètre rizicole de Guiguidou (département de Divo). Ce projet comprend la culture et la promotion de nouvelles variétés de riz, la réalisation d'une formation sur les techniques de culture du riz, un appui technique pour la maintenance des instal-



Nombre de grands chantiers d'infrastructures en Côte d'Ivoire, à l'instar du port d'Abidjan, portent la marque des entreprises chinoises. (P. B.)

lations dans la zone de récupération, l'utilisation et la maintenance du matériel, et la fourniture de certaines machines agricoles et de matériel agricole. Au cours des 20 dernières années, plus de 70 experts chinois sont venus en Côte d'Ivoire pour enseigner la technologie du riz.

Le secteur électrique n'est pas en reste. Le 25 septembre 2015, le consortium Sinomach/Cnec a signé un contrat avec le minist-

ère ivoirien du Pétrole et de l'Énergie pour la réalisation du Projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique de la Côte d'Ivoire. Ce projet a démarré depuis décembre 2016 et concerne la construction de lignes aériennes de haute tension de plus de 1600 km et de 26 postes sur l'ensemble du territoire national, ainsi que l'électrification rurale pour 500 villages.

L'aménagement du barrage hydro-

électrique de Soubré, projet clé de la stratégie énergétique nationale de la Côte d'Ivoire, a été réalisé par Sinohydro, filiale du groupe Powerchina. Le projet a consisté en la construction d'un barrage hydroélectrique d'une puissance de 275 Mégawatts (MW), avec un productible annuel de 1190 Gwh (Gigawattheure). Le montant du contrat est d'environ 572 millions de dollars Us, soit un peu plus de 286 milliards de fca avec 85%

du crédit acheteur préférentiel par le gouvernement de Chine et 15% de fonds propres par le gouvernement de Côte d'Ivoire. L'aménagement du barrage hydroélectrique de Soubré permet d'augmenter la part de la production hydroélectrique dans le parc de production électrique national en Côte d'Ivoire. Elle a contribué également à l'approvisionnement d'électricité verte, stable et peu coûteuse dans le cadre du développement économique du pays.

S'agissant du secteur de la santé, il convient de citer l'exemple de l'hôpital général de Gagnoa construit par l'entreprise Chinoise Cgicop, à travers un don du gouvernement chinois au peuple ivoirien. Cet hôpital est équipé de médecine interne, chirurgie, pédiatrie, gynécologie, imagerie médicale, laboratoire, bureau administratif, service de logistique et autres installations de soutien.

L'intervention chinoise en Côte d'Ivoire peut s'apprécier aussi à travers le financement de la construction du palais de la culture d'Abidjan-Treichville, pour un coût estimé à 21 milliards de fca.

STADE OLYMPIQUE ET 4ÈME PONT D'ABIDJAN

Plusieurs autres projets sont en cours de réalisation. Il s'agit du stade olympique d'Ébimpé, un don de la République populaire de Chine, construit par la société chinoise Beijing construction engineering group (Bcog). La réalisation de cette infrastructure d'une capacité de 60 000 places a généré 1 000 emplois et permettra à la Côte d'Ivoire d'accueillir la Coupe d'Afrique des nations (Can) en 2021.

Le projet du 4e pont d'Abidjan d'un montant de 103,944 milliards de fca est un projet d'autoroute urbaine reliant les communes de Yopougon et Plateau en passant par Attécoubé et Adjamé, toutes, dans le district autonome d'Abidjan. Il s'agit d'une infrastructure d'environ 7 km de long. L'ouvrage comporte un pont traversant la lagune du Banco, un viaduc, deux bretelles du demi-échangeur et 3 échangeurs. Le projet de construction de l'autoroute Tiébissou-Bouaké est exécuté par la société China Road and Bridge Corporation (Crbccntcp).

Irène BATH

Ce qu'il faut savoir sur l'endettement chinois

Ces dernières années, les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'ensemble de l'Afrique se développent rapidement à différents niveaux et dans divers domaines, notamment ceux retenus comme prioritaires. Selon des statistiques, en 2017, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique représente 4% du volume des échanges commerciaux extérieurs de la Chine et 19,36% de celui de l'Afrique, contre respectivement 2,23% et 3,82% en 2000. Dans le respect des lois, des règlements, et du principe d'ouverture et de transparence, la Chine s'engage à se conformer strictement aux lois des différents pays et aux règles du marché, ne tolérant aucune fraude et aucune corruption. Les fruits abondants du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération Chine-Afrique montrent pleinement que la

coopération sino-africaine est dans l'intérêt de l'Afrique. De fait, il serait très peu approprié de parler de piège d'endettement de la Chine quand il s'agit pour les pays africains de contracter des prêts auprès de la Chine. À la vérité, l'Afrique fait face à un grand manque de financements. Par conséquent, elle a besoin de rechercher des financements sur des marchés aussi bien européens qu'asiatiques, américains, etc. Le 1er août, lors de la 42e réunion annuelle de l'Association des banques centrales africaines, les parties prenantes ont renouvelé leurs critiques au «piège d'endettement de la Chine». À cette occasion, Donald Kaberuka, économiste et ancien président de la Banque africaine de développement (Bad), et d'autres experts ont fait des constats, selon lesquels l'endettement n'est pas unique en Afrique et l'Afrique n'est pas

dans une crise d'endettement. Aujourd'hui, le remboursement de dettes représente 12% du Produit intérieur brut (Pib) de l'Afrique, ce qui est au niveau similaire qu'en 1998. De même, les plus grands créanciers de l'Afrique sont les 22 pays occidentaux qui composent le Club de Paris, et non les pays asiatiques. Au-delà de tout cela, il a été révélé que les prêts chinois ne représentent que 15% des dettes extérieures des pays africains les plus endettés.

En septembre 2018, Donald Kaberuka a expliqué à Radio France internationale (Rfi) que «la crise de la dette africaine des années 80-90, par exemple, se définissait par une augmentation de la dette des pays africains, dans un contexte de croissance économique négative, les prêts n'impulsant pas de surplus de croissance, car mal ciblés».

I.B.

BOULEVARD NANGUI ABROGOUA D'ADJAMÉ

La mairie entreprend le grand nettoyage

Plusieurs commerces deguerpis

Les populations de la commune d'Adjamé se sont réveillées hier lundi 26 août 2019 avec une vue plus aérée du boulevard Nanguï Abrogoua. La raison c'est que dans la nuit du dimanche 25 août au lundi 26 août 2019, la mairie a mené une opération de déguerpissement des commerçants installés le long des trottoirs du boulevard depuis la grande mosquée jusqu'au forum des marchés. Le déguerpissement du boulevard Nanguï Abrogoua a commencé depuis la gare de train d'Adjamé pour progresser vers la mairie. Selon les informations en notre possession, c'est le top départ d'une série de déguerpissements qui va s'étendre à toute la commune d'Adjamé. Selon Koné Allassane de la police municipale, le rassemblement a débuté le dimanche 25 août 2019, notamment au sein de la mairie d'Adjamé avec 372 éléments de l'Ecole nationale de la police municipale (Enpm) repartis en six sections avec quelques agents municipaux de ladite mairie. «Les consignes qu'on nous a données



L'une des voies qui mène à la grande mosquée d'Adjamé a été déguerpie (Ph. DR)

après le déguerpissement, c'est de ne pas laisser les commerces stationner, a-t-il dit. Poursuivant, il a indiqué que leur présence sur le terrain va durer entre trois et six mois pendant lesquels ils mèneront des interventions pour rendre la commune d'Adjamé propre. «Nous sommes la jusqu'à ce que les commer-

çants s'habituent à ne plus vendre sur le trottoir. L'idée c'est que tout le monde entend que le marché il ne faudrait pas que les trottoirs soient occupés», a martelé Koné Allassane. Selon lui, la municipalité d'Adjamé veut saisir l'occasion de ce grand coup de balai pour redonner de l'éclat au paysage architectural de la commune. Ainsi, les emprises rasées seront aménagées en espaces verts pour en

faire des vitrines écologiques. Les travaux ont déjà démarré au rond-point des 220 Logements dont les tracés giratoires sont désormais bien visibles. Joint au téléphone Sanogo Fatogoma, directeur de cabinet à la mairie d'Adjamé, a expliqué le bien fondé de cette opération. «Depuis des décennies, le boulevard souffre de l'anarchie. Il n'est pas fait pour le commerce. Nous avons pris le temps de sensibiliser l'ensemble des occupants pour leur dire que nous ne voulons pas que cette situation perdure. Nous avons donné des mises en demeure qui sont arrivées à expiration. Nous avons continué à sensibiliser. Là, nous sommes à la phase d'exécution

de notre programme qui durera trois mois», a déclaré Sanogo Fatogoma, directeur de cabinet à la mairie d'Adjamé. Touré Awa, mère de 7 enfants, l'une des commerçantes dont les étals ont été emportés par l'un des trois bulldozers dit ne plus avoir le moral. «J'ai des enfants à scolariser. Je m'occupe du loyer. Ce sera difficile pour moi maintenant de m'occuper de la famille. Ce que je demande aux autorités de la mairie, c'est qu'elles nous trouvent un autre site pour notre commerce», a-t-elle plaidé. Samaké Aboubacar, commerçant de lingerie, depuis 30 ans à Adjame, s'est félicité de cette action qu'il trouve noble. «Ce sont les décisions de la loi, on ne peut pas aller contre cette décision. Ce que je trouve injuste, c'est que certains commerçants ne sont pas concernés. Ce sont des actions qui devaient se faire dans les normes» a-t-il dit.

Landry BEUGRE (stg)

FORMATION PASTORALE
Révérend pasteur Kévine M'Badama :
"Un pasteur mal formé est
comme un médecin
sans qualification"

10 pasteurs sortis du Centre de formation biblique pour pasteur (Cfbp) des vainqueurs sis à Cocody-Angré ont reçu leur parchemin de fin de formation le samedi 24 août 2019 à Abidjan-Cocody. Ces dix hommes de Dieu dont une femme constituent la deuxième promotion de l'institut. Ces derniers ont été formés aux méthodes d'études bibliques, aux règles d'interprétation, l'apport de la prédication dans le ministère pastoral, l'étude de la doctrine biblique, les méthodes et principes pédagogiques en théologie. Révérend pasteur Kévine M'Badama, formateur principal a précisé que cette formation leur donne des outils nécessaires en même temps elle structure leurs connaissances. «Un pasteur mal formé est comme un médecin sans qualification qui, dans sa pratique va occasionner

des dégâts énormes. Le pasteur, c'est le docteur de l'âme. Il doit donc avoir de la hauteur, une très bonne connaissance en spiritualité théologique [...] Avec des pasteurs qualifiés et chevronnés, la société ivoirienne peut avoir le salut», a expliqué Kévine M'Badama. Et de préciser : «Cependant, il ne faut pas loger tout le monde à la même enseigne. Car, certains pasteurs, conscients de leurs insuffisances, ont décidé de se former pour se consacrer à leur sacerdoce». Cette opération qui enregistre déjà des inscrits pour la troisième promotion est une aubaine dans le monde religieux ivoirien. Elle va permettre d'encadrer et surtout de crédibiliser la filière des ministères évangéliques si les acteurs de ces églises choisissent cette option.

Landry BEUGRE (stg)



Le Révérend pasteur Kévine M'Badama (au c. sans l'écharpe) et son épouse posent avec les pasteurs diplômés (Ph. DR)

FERMETURE DU CHU DE YOPOUGON
LE 1ER NOVEMBRE PROCHAIN
Voici où les patients seront
orientés

Des dispositions prises



Le Chu de Yopougon sera fermé pour travaux à partir du 1er novembre prochain (Ph. DR)

C'est connu, le Centre hospitalier universitaire de Yopougon (Chu), l'un des 4 établissements sanitaires de ce type dans le district d'Abidjan sera totalement fermé à compter du 1er novembre 2019. Il va connaître des travaux de réhabilitation et cela pour trois ans. Une décision difficile à prendre pour le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, au regard de l'importance de cet établissement sani-

taire de niveau 3 et son taux de fréquentation. Mais la décision s'imposait. Pour l'heure, un comité de pilotage a été mis en place pour assurer la continuité du service. «On ne peut pas fermer un centre hospitalier de la taille du Chu de Yopougon brusquement sans prendre des dispositions pour permettre aux nombreux patients qui le fréquentent de trouver un point de chute», déclarait le mi-

nistre Aka Aoudé, lors de sa visite du Chu, jeudi 22 août dernier. Selon une source bien informée auprès du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique interrogée hier lundi 26 août par téléphone, l'une des principales dispositions prises est l'externalisation des services et du personnel du Chu de Yopougon. Ils seront redéployés dans les autres Chu et les hôpitaux généraux du district d'Abidjan et même au-delà. Aussi, les patients et autres usagers des différents services du Chu de Yopougon seront-ils orientés vers les établissements sanitaires qui les auront accueillis pour y recevoir des soins comme s'ils étaient au Chu de Yopougon. «C'est la continuité du service. Fondamentalement, il n'y a rien qui change en dehors de la délocalisation des services vers d'autres établissements sanitaires», a précisé notre source. Notons que la réhabilitation du Chu de Yopougon va coûter la somme de 50 milliards de l.c.f.

Franck SOUHONE

SAN PEDRO / INCENDIE DANS LE GRAND-MARCHÉ

Plusieurs magasins partis en fumée

Plusieurs magasins brûlés dont certains littéralement partis en fumée et d'autres vidés de leurs contenus. C'est le bilan partiel de l'incendie survenu dans la nuit du samedi 24 à dimanche 25 août 2019 au grand-marché de San Pedro. Au nombre de ces magasins ravagés par les flammes, l'on compte le plus grand magasin de vente d'accessoires de téléphones portables, des librairies par terre, des magasins de vente de matelas, des magasins de vente de montres, de vêtements et d'ustensiles de cuisine. Selon le président des commerçants du grand-marché, Sanogo Idrissa, le feu est parti d'un court-circuit survenu dans une niche d'un des magasins. «J'ai demandé que tous les



Le feu a causé d'importants dégâts au grand marché de San Pedro (Ph. A.O.)

commerçants et leurs biens partis en fumée soient recensés. Dans les jours à venir, nous serons situés sur le pré-judice causé par l'incendie. Mais pour l'heure, il faut noter que plus d'une dizaine de ma-

gasins ont été atteints par le feu», a précisé le premier responsable des commerçants. Sanogo Idrissa a par ailleurs appelé la communauté des commerçants à mettre un terme aux branchements

anarchiques. «Nous ne disons pas que, le feu est forcément parti d'un mauvais branchement. Mais nous appelons tous les commerçants à tourner le dos aux branchements anarchiques dans le marché»,

a lancé le président des commerçants qui a également fustigé le comportement de la population venue aider les commerçants à circonscrire le feu. Reprochant aux soldats du feu de n'avoir pas été prompts, la foule a vandalisé les véhicules d'intervention des sapeurs-pompiers. Face à cette situation, Sanogo Idrissa a fait un plaidoyer auprès des autorités afin que celles-ci sensibilisent les populations au respect des biens publics. «Nous disons merci aux autorités pour leur présence sur les lieux. Et nous leur demandons par la même occasion d'organiser des rencontres de sensibilisation des populations sur le respect des biens publics. Lorsque les sapeurs-pompiers sont arrivés sur les lieux de l'incendie, certaines personnes se sont attaquées à leur matériel. Et nous déplorons ce comportement», a-t-il indiqué.

Alan OUREGA, San Pedro